

**REPUBLIQUE DU CAMEROUN
REPUBLIC OF CAMEROON**

PAIX – TRAVAIL – PATRIE
PEACE – WORK – FATHERLAND

**MINISTRE DES FINANCES
MINISTRY OF FINANCE**



**ALLOCUTION D'OUVERTURE DU SEMINAIRE DE LANCEMENT
DES ACTIVITES DE PREPARATION DU BUDGET DE L'ETAT POUR
LE COMPTE DE L'EXERCICE 2022**

YAOUNDE – PALAIS DES CONGRES

13 JUILLET 2021

Par
Monsieur Louis Paul MOTAZE
Ministre des Finances

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Honorables Présidents des commissions des Finances et du Budget de l'Assemblée Nationale et du Sénat,

Mesdames et Messieurs les Représentants des Organisations Internationales, Partenaires Techniques et Financiers du Gouvernement,

Mesdames et Messieurs les séminaristes
Distingués Invités, en vos rangs et grades respectifs,

Mesdames et Messieurs,

C'est un agréable devoir et un plaisir renouvelé de prendre la parole ce jour, dans cette belle salle du Palais des Congrès de Yaoundé, à l'occasion de l'ouverture du séminaire marquant le lancement officiel des activités de préparation du budget de l'Etat au titre de l'exercice 2022.

Je me réjouis de votre présence massive à cette cérémonie. Elle témoigne de l'importance que vous accordez au processus de préparation du budget de l'Etat en particulier, et de manière plus large à la gestion des Finances Publiques de notre pays.

Je vous souhaite donc à tous, une chaleureuse bienvenue en ces lieux. J'y associe l'expression de ma profonde gratitude à l'endroit des membres du Gouvernement qui, par leur présence ont accepté de rehausser l'éclat de cette cérémonie.

Cette reconnaissance, je veux également la formuler à l'endroit de nos distingués invités, Membres du Parlement, dont la présence est une marque éloquente de la synergie positive qui existe entre l'exécutif et le législatif au Cameroun. J'en veux pour preuve, la dernière édition du DOB qui par la qualité et la pertinence des échanges, a permis de magnifier cette belle et étroite collaboration.

Qu'il me soit enfin permis de saluer et de remercier les représentants des Partenaires Techniques et Financiers du Cameroun qui, à travers des appuis multiformes, accompagnent inlassablement les pouvoirs publics dans l'implémentation de la politique de développement économique, social et culturel pour une croissance inclusive, profitable à tous et à chaque camerounais.

**Excellences Mesdames et Messieurs les Ministres,
Honorables Parlementaires,
Distingués invités,
Mesdames et Messieurs,**

La préparation du budget de l'Etat est un exercice complexe qui requiert et mobilise des compétences et expertises appropriées à chaque étape de son processus, en vue de soumettre au Parlement un projet de loi de finances et des documents qui d'une part, adressent les besoins réels des populations en y proposant les réponses les plus adaptées, et d'autre part, présentent les projections macroéconomiques et les équilibres budgétaires qui permettent aux parlementaires de décider au mieux, dans l'intérêt des populations qu'ils représentent.

Il importe donc que tous les acteurs de ce processus, dans une logique perpétuelle d'amélioration des outils et contenus, revisitent sans cesse les méthodes et les procédures utilisées, partagent les innovations et les contraintes liées au contexte macroéconomique et budgétaire, et harmonisent la compréhension des différents extrants attendus.

C'est le sens des assises qui s'ouvrent aujourd'hui, et qui devraient permettre de faire un saut qualitatif supplémentaire dans la production des documents budgétaires, en vue de disposer in fine, d'un projet de loi des finances 2022 qui répond parfaitement aux enjeux du contexte socioéconomique et budgétaire de l'heure, contexte qui s'avère particulièrement défiant à plusieurs égards malgré une légère embellie, comparé à celui de l'année 2020.

En effet, la préparation du budget 2022, comme celle de l'exercice précédent, sera marquée par les effets négatifs de la pandémie du COVID-19. Il convient d'ailleurs de constater que ces effets ont causé une contraction de l'activité économique, qui a entraîné la diminution des ressources propres de l'Etat, limitant ainsi le financement des dépenses sur ressources internes et le respect des échéances de la dette publique, situation qui, si rien n'est fait, pourrait conduire à une accélération de l'endettement public au cours des prochaines années.

En outre, l'inconfort financier des entreprises, lié à la baisse d'activité sus évoquée et à la limitation des échanges avec l'extérieur tend à diminuer le niveau de l'investissement privé et à accroître le chômage et la pauvreté, bien que les perspectives économiques soient meilleures en 2021, avec une projection de croissance de 3,4% au terme de l'exercice en cours.

C'est dans ce sens que le récent sommet tenu à Paris le 18 mai 2021 et consacré à la relance des économies africaines durement ébranlées par les conséquences de la crise sanitaire, est apparu comme une véritable opportunité pour notre pays, afin de renforcer ses investissements productifs, ceci grâce à l'initiative de réaffectation de 34 à 100 milliards de dollars de réserves du FMI à l'Afrique et

une prolongation du moratoire sur le remboursement de la dette des pays les plus pauvres face à la crise du coronavirus.

Cette initiative vise ainsi les mêmes objectifs que ceux poursuivis dans le cadre des discussions en cours entre le Gouvernement et le FMI en vue de la conclusion d'un nouveau Programme Économique et Financier, en soutien à la résilience de notre économie et à la mise en œuvre de la nouvelle Stratégie Nationale de Développement 2020-2030 (SND30).

Sur un tout autre plan, la préparation du budget 2022 est particulière en ce sens que le prochain exercice budgétaire marque le début du quatrième cycle triennal des programmes du Gouvernement. La plupart des administrations publiques ont renouvelé ou réajusté les cadres stratégiques de leurs programmes, dans le but de s'arrimer aux objectifs de la SND30. Cette stratégie de développement, qui vise principalement la transformation structurelle de l'économie camerounaise à travers l'accélération d'une industrialisation fondée entre autres sur la politique d'import-substitution, devra dorénavant orienter les choix stratégiques et opérationnels dans la définition et la mise en œuvre de toutes les politiques publiques.

Il s'agira donc de préparer dès 2022, un budget qui permette de financer des projets porteurs de croissance et d'atteindre les objectifs de la première phase de la stratégie nationale sus évoquée.

Dans ce contexte, l'action publique sera prioritairement orientée vers :

- (i) la poursuite de la mise en œuvre du Plan global de riposte pour la lutte contre le coronavirus et ses répercussions économiques et sociales ;
- (ii) la finalisation de la mise en service des grands projets de première génération ;
- (iii) la réalisation du Plan présidentiel de reconstruction et de développement des régions affectées par les crises sécuritaires en particulier celles du Nord-ouest, du Sud-Ouest et de l'Extrême-nord ;
- (iv) l'accélération du processus de décentralisation ;
- (v) la poursuite de la mise en œuvre de la Couverture Santé Universelle et de la politique du livre ;
- (vi) le maintien de la veille sécuritaire sur toute l'étendue du territoire national ;
- (vii) l'organisation de la CAN ;
- (viii) la réduction progressive du stock de la dette intérieure et enfin ;
- (ix) la mise en œuvre des réformes structurelles visant à maintenir le Cameroun sur le chantier de l'émergence à l'horizon 2035, notamment

par la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Développement (SND30).

Un accent particulier sera mis sur la politique de l'import-substitution. Ainsi, des actions spécifiques seront menées dans les administrations impliquées dans sa mise en œuvre, en vue de l'accroissement de la production agricole et pastorale, avec pour finalité de réduire considérablement à moyen terme, la dépendance de notre pays en produits alimentaires importés, principale source du déficit de notre balance commerciale. La priorité accordée à cette politique d'import-substitution sera également étendue aux industries locales de production pharmaceutique et de transformation du bois.

Comme autre importante priorité, le budget 2022 devra permettre à l'Etat d'une part, de respecter l'échéance de la dette extérieure qui est gage de la crédibilité de notre pays, et d'autre part de s'engager résolument dans une opération de restructuration et d'apurement de la dette intérieure due aux entreprises locales ; dette qui pèse de plus en plus sur nos finances publiques et limite la contribution de ces entités à la croissance économique, d'une manière globale.

**Excellences,
Mesdames et Messieurs,**

Comme vous pouvez le constater, la préparation du budget 2022 fera également face à des contraintes certaines en matière de dépenses publiques toujours plus nombreuses, mais en face desquelles se dessinent des perspectives de ressources budgétaires moindres et incertaines.

Face à une telle situation, la préparation du budget 2022 exige de tous les acteurs, le strict respect des orientations de politique budgétaire fixées par le Président de la République, S.E. Paul BIYA dans sa circulaire y relative.

Il s'agira, plus que par le passé de parvenir à une plus grande mobilisation des recettes internes non pétrolières et à une optimisation de la dépense publique, avec pour objectif de maintenir l'équilibre global de nos finances publiques.

Nul doute que les prochaines étapes du processus qui est lancé ce jour permettront d'atteindre ces objectifs.

En effet, la tenue dans quelques jours des Conférences Élargies de Programmation et de Performance Associée, instance par excellence d'enrichissement des Cadres de Dépenses à Moyen Terme des administrations publiques, donnera l'occasion de discuter, sur la base des projections des ressources issues du récent Débat

d'Orientation Budgétaire, des programmes et des projets proposés par chacune des administrations, au titre des trois prochaines années.

J'engage par conséquent le ministre
Je ~~vous~~ engage, à veiller particulièrement au cours de cet exercice, à une affectation rigoureuse des ressources en faveur des projets qui contribuent à doter effectivement notre économie de capacités et d'une structure à la hauteur des objectifs généraux et sectoriels fixés dans la SND30 et des engagements souscrits par notre pays au titre du programme économique et financier sus-évoqué avec le FMI.

Au cours des deux jours que durera le présent séminaire, quatre exposés seront présentés par les experts du MINFI et du MINEPAT sur des thématiques variées :

Le premier de ces exposés intitulé « **Mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Développement 2030 : Enjeux et Défis** » donnera à partager, au-delà de l'aperçu général sur les objectifs, les orientations et les priorités qui guideront désormais l'action de l'Etat au cours des dix prochaines années, les principaux défis à relever pour une mise en œuvre harmonieuse des différentes phases de cette stratégie.

Le deuxième exposé présentera **le contexte macroéconomique, les objectifs ainsi que les grandes lignes de la politique budgétaire de l'Etat au cours de l'exercice 2022.**

La recrudescence des effets de la pandémie du COVID-19 sur l'activité économique, combinée à une saturation de plus en plus apparente des niches fiscales actuelles obligent l'Etat à explorer et à accroître la contribution d'autres natures de recettes dans le budget. C'est l'objectif du troisième exposé qui est intitulé « **Optimisation du recouvrement des recettes non fiscales de l'Etat** ». Cette thématique nous invite à réfléchir sur la mise en place d'un dispositif efficace de suivi de cette nature de recettes qui ne représentent que 4% de l'ensemble des ressources de l'Etat, bien loin des niveaux atteints par les pays à niveau de développement comparable à celui du Cameroun.

Quant à la quatrième et dernière présentation, elle essaiera de répondre à la question : « **Comment optimiser la budgétisation des dépenses publiques ?** », en mettant l'accent sur les progrès réalisés en la matière et les efforts à faire pour adresser les insuffisances qui persistent. Une mention spéciale sera faite au sujet de la prise en compte de l'approche genre dans le budget de l'Etat, afin d'accroître les opportunités budgétaires offertes aux couches sociales défavorisées, notamment aux femmes. Dans le même ordre d'idées, une réflexion appropriée sera menée afin de renforcer l'accompagnement du processus de décentralisation. Ce dernier exposé fera un diagnostic sans complaisance de la qualité des

principaux documents budgétaires produits par les administrations et annexés aux projets de loi de finances, pour en proposer les pistes d'améliorations.

~~Excellences,~~

Mesdames et Messieurs, *les Demeurants*

Je suis convaincu que vous saurez, plus que par le passé, mettre à profit ces deux jours d'échanges denses et fructueux, pour permettre à notre processus budgétaire de se renforcer davantage et de produire à terme, un projet de loi de finances 2022 qui répond aux normes de qualité requises et qui satisfait la grande majorité des populations de notre pays.

Sur ce, je déclare ouverts les travaux du séminaire de lancement des activités de préparation du budget de l'Etat pour l'exercice 2022.

Vive le Cameroun et son illustre Chef, Son Excellence Paul BIYA,

Je vous remercie pour votre aimable attention.